



Maine et Loire

Les médias n'en parleront pas et pourtant...

FO DGFIP 49 LESYNDICAT LIBRE ET INDÉPENDANT

☑ [HTTP://WWW.FO-DGFIP-SD.FR/049](http://www.fo-dgfip-sd.fr/049)

☎ 02-41-74-53-04

✉ fo.ddfip49@dgfip.finances.gouv.fr

FO fonction publique : une mobilisation massive à deux pas de Matignon

Une mobilisation « impressionnante », « réussie », « exceptionnelle »... Quelque 8 000 fonctionnaires de l'État, de la territoriale et du versant hospitalier de la Fonction publique ont participé ce jeudi 7 février à Paris à la manifestation nationale organisée à l'appel uniquement de FO Fonction publique.

Des agents venus du Calvados, de l'Yonne, de la Manche, des Bouches-du-Rhône, de l'Oise, des Deux-Sèvres, de Mayenne, du Morbihan, de Savoie, du Vaucluse... Des agents des Ehpad, des personnels des finances publiques (DGFIP), des lycées et collèges, des infirmières, des territoriaux, des agents de la Poste et des télécommunications, des fonctionnaires de la pénitencière... Dans le cadre de cette manifestation reliant Montparnasse à Matignon, assortie d'un grand rassemblement sur l'esplanade des Invalides, **ils étaient 8 000 agents publics**, fonctionnaires ou contractuels, à avoir répondu **au seul appel de Force Ouvrière**, cela afin de dire au gouvernement « Stop », « ça suffit ».

Cette journée d'actions massivement suivie est venue parfaire le périple symbolique et en partie réalisé à pied du Havre (ville du Premier ministre) à Matignon par des militants **FO** de la Fonction publique. Cette action qui a été l'occasion de faire des haltes dans des localités, souvent rurales, où les services de proximité sont menacés de fermeture voire déjà fermés visait à montrer le combat quotidien des agents pour faire vivre ces services publics.

Le bilan de l'audience à Matignon est déjà positif

Le périple visait aussi à faire entendre les revendications des agents concernant les salaires, les conditions de travail, le statut. Ce 7 février à Paris, tant le secrétaire général de la Confédération **FO**, Yves Veyrier, que Christian Grolier le secrétaire général de l'**UIAFP-FO** (union interfédérale des agents FO), Denis Basset, le secrétaire fédéral de la branche Santé de la fédération FO des personnels des services publics et de Santé (**SPS-FO**) ou encore Yves Kottelat, le secrétaire général de la Fédération **SPS-FO** ont souligné la réussite de cette semaine d'actions (périple, assemblées générales dans les services, grèves...) et rappelé les revendications des agents.

Christian Grolier a pu tirer aussi le bilan, déjà très positif, de cette mobilisation **FO**.

Et pour cause. À l'occasion d'une audience ce 7 février au matin auprès de trois conseillers du Premier ministre, elle a permis en effet d'obtenir des avancées sur plusieurs dossiers.

Annulation de l'allongement de la durée d'échelon

Alors que **FO** Fonction publique demande notamment une hausse générale des salaires des fonctionnaires, l'octroi pour tous de la prime exceptionnelle (prônée par le chef de l'État pour les salariés du privé), davantage de moyens budgétaires pour les services et le respect de leurs missions, la titularisation des contractuels, le respect du statut général des fonctionnaires et l'arrêt des attaques -via des projets de réformes- contre le statut fondateur (en 1946) de la Fonction publique républicaine...

La grande mobilisation des fonctionnaires FO qui a démarré le dimanche 3 février au Havre et se poursuivait jusqu'au 10 février a contraint le gouvernement à tendre l'oreille.

Suite à l'audience de FO avec les conseillers du Premier ministre, le projet portant sur les rémunérations et consistant dans le cadre des quatre chantiers de réformes en cours (rémunérations au mérite, recours accru aux contractuels, plan de départs volontaires, restructuration des instances représentatives des personnels) à vouloir allonger la durée d'échelon de trois mois par année est « annulé pour l'instant, reporté » annonçait Christian Grolier devant les militants **FO** réunis aux Invalides.

FO demande l'ouverture de négociations

Par ailleurs soulignait le secrétaire général de l'**UIAFP-FO**, si « concernant le grand débat, **FO** n'a rien à y faire », en revanche « il faut un débat sur les missions publiques ». Cette revendication de longue date de **Force Ouvrière** semble faire son chemin. Ce 7 février, les conseillers du Premier ministre ont indiqué que le « conseil national des services publics », créé en 2014, devrait être réactivé. Les organisations syndicales y participeraient.

Concernant les salaires, **FO** Fonction publique a souligné encore ce 7 février à Matignon « qu'il n'était pas admissible qu'il y ait du clientélisme ».

L'octroi forcément bénéfique d'une prime à certains (policiers, agents des finances publiques) ne peut être satisfaisant. Il faut « une prime pour tous les agents », ce qui ne fait pas oublier la revendication d'une augmentation générale du point d'indice (base de calcul de tous les salaires des agents publics).

L'**UIAFP-FO** a ainsi demandé que « le Premier ministre s'engage à ouvrir des négociations » indiquait Christian Grolier.

« Vous n'êtes pas une dépense ! »

Cette journée d'actions du 7 février a participé à « démontrer que **FO** peut mobiliser seule » et se faire entendre se réjouissait Christian Grolier.

Félicitant **FO** fonction publique pour cette mobilisation réussie, le secrétaire général de la Confédération **FO**, Yves Veyrier rappelait que salariés du public ou du privé « nous sommes tous confrontés aux mêmes attaques de nos droits ».

Alors que la Fonction publique doit représenter une fierté et qu'elle porte haut les concepts républicains, notamment d'égalité et de fraternité, elle est critiquée, mise à mal dans son fonctionnement, ses missions et ses emplois. Or insistait Yves Veyrier « il faut que cesse le dénigrement, la lecture comptable envers la Fonction publique et ses agents. Vous n'êtes pas une dépense ! Il n'est pas acceptable que vos salaires soient bloqués et que vous soyez écartés de la prime exceptionnelle ».

Le secrétaire général de **FO** déplorait par ailleurs le caractère modeste, au niveau du Smic, de beaucoup de traitements indiciaires/salaires d'agents publics. Cela met d'autant plus en lumière la nécessité d'augmenter le Smic. **FO** « revendique un Smic à 1450 euros net » rappelait-il.

Le gouvernement doit entendre aussi la contestation sur ses projets de réformes, ceux sur la fonction publique et les retraites notamment. « Que le gouvernement commence par suspendre ces réformes » lançait le secrétaire général avant d'appeler à convaincre les salariés du public comme du privé de construire une journée de mobilisation interprofessionnelle.

***Après les élections professionnelles de 2018,
FO est pour la troisième fois de suite,
la 1ere organisation syndicale
dans la fonction publique d'État !***

Inégalité, le grand écartèlement.

La richesse des milliardaires dans le monde a augmenté de 900 milliards l'an dernier, soit au rythme de 2,5 milliards par jour, alors que celle de la moitié la plus pauvre de la population de la planète a chuté de 11%, selon des chiffres publiés par l'ONG britannique Oxfam le 21 janvier 2019 à la veille de l'ouverture de la réunion annuelle du Forum économique de Davos réunissant le gratin de l'économie mondiale.

Oxfam a aussi calculé que 26 milliardaires possèdent aujourd'hui autant d'argent que la moitié la plus pauvre de l'humanité et que le budget de santé de l'Ethiopie correspond à 1% de la fortune de l'homme le plus riche du monde, le patron d'Amazon, soit 112 milliards de dollars en 2018. Bref, la concentration de la richesse s'est plus que jamais accentuée en 2018, selon cette organisation britannique, pour qui ce gouffre qui s'élargit alimente la colère dans le monde.

Les inégalités de patrimoine renforcent celles de revenus

Si les méthodes de calcul d'Oxfam peuvent être contestées, il n'en reste pas moins que la montée des inégalités ne cesse de s'accroître ces dernières années.

En mai 2015, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques, fondée en 1961) s'alarmait déjà : Depuis la crise, les disparités se sont aggravées, et dans de nombreux pays de l'OCDE, les inégalités atteignent désormais leur plus haut niveau depuis que des données sont recueillies. Cette organisation, aux sympathies pro-libérales pourtant affichées, notait également qu'en France, les inégalités avaient augmenté plus nettement qu'ailleurs dans l'OCDE entre 2007 et 2012 et que les 10% de personnes ayant les revenus les plus faibles ont plus sévèrement subi la crise. Leur revenu a baissé de 1% par an en moyenne.



La croissance expliquée aux nuls



Et de souligner que les inégalités de patrimoine renforcent les inégalités de revenus. **Les 10% les plus aisés en termes de patrimoine détiennent la moitié du patrimoine net des ménages**, ce qui coïncide avec la moyenne au sein de l'OCDE. **Les 40% les plus pauvres détiennent moins de 2% du patrimoine**, ce qui est inférieur à la moyenne dans l'OCDE (3,3%).

Dix fois plus

Dans son édition 2018 « Les revenus et le patrimoine des ménages », l'Insee n'a pu que constater que les inégalités de patrimoine ont augmenté entre 1998 et 2015, et que les 10% les moins bien dotés possèdent principalement des comptes courants et produits d'épargne réglementés et des biens durables, et sont par ailleurs endettés.

Par ailleurs être propriétaire ne signifie pas forcément être riche puisque 16,2% du quart le plus modeste de la population française est propriétaire, selon l'Observatoire des inégalités.

Toujours en matière de revenus, la France se classait en 2017 en deuxième position en Europe pour le niveau moyen de vie des plus riches, selon l'Observatoire des inégalités, se fondant sur des données d'Eurostat, le bureau européen des statistiques.

Ainsi, les 1% les plus aisés ont un niveau de vie mensuel d'au moins 7 600 euros, contre 5 000 euros pour la moyenne de la population la plus riche de l'Union européenne. L'Insee a concédé récemment que le revenu disponible moyen [NDLR : revenus dont prestations sociales moins les impôts directs] par ménage en euros constants avait reculé de 440 euros au cours de la période 2008-2016, sans trop pouvoir l'expliquer clairement.

Ce qui rend encore plus évidente la revendication de FO pour une augmentation générale des salaires. D'autant plus qu'en mars

2018, la Dress (Direction des études statistiques du ministère de la santé et des solidarités) estimait que côté pouvoir d'achat les 10% les plus modestes doivent se contenter en moyenne de 180 euros par mois pour financer transport, équipement, loisir ou habillement, mais aussi santé et dépenses alimentaires, alors que les 10% les plus riches disposent en moyenne de 1 890 euros. Soit dix fois plus.

BLOCCAGE DU POINT D'INDICE

